

DEPARTEMENT DU TARN

MAIRIE DE CASTELNAU DE LEVIS

**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

SEANCE DU 19 septembre 2011

L'an deux mil onze, le 19 septembre à dix neuf heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans la salle de la Mairie, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, Robert GAUTHIER, le treize septembre deux mil onze

Etaient présents : Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux : BARBARA France, COMPAN Arlette, DARJ Isabelle, HOLMIERE Marie-Jeanne, LACOMBE Marie-Thérèse, PROUST Françoise, SAUNAL Odette, VABRE Marie-Claude. CAMEL Jean-Luc, COLLADO François, COURPET Jean-François, COURTY Alain, DELHEURE Patrice, GAUTHIER Robert, LAZO Jean-Marie, LELONG Paul, VIVIANI Franck.

Excusés : CADILLAC Sébastien, PEPIN Hervé,

Absents :

Nombre de présents : 17

Date de convocation : 13 septembre 2011

Secrétaire de séance : PROUST Françoise,

Compte rendu est fait de la séance du 20 juin 2011

01-04-2011 Immeuble BLATGE/FINGER- droit de préemption

Monsieur le Maire expose le problème posé par la déclaration d'intention d'aliéner déposée en Mairie concernant la vente de l'immeuble de Madame BLATGE épouse FINGER.

La vente concernée est faite au prix de 110 000 € :
102 000 € - immeuble

8 000 € - commission d'agence.

Cet immeuble correspond à un projet de la Commune, l'opération ayant été budgétée sur l'exercice 2011.

Ce projet correspond à la construction et à l'aménagement de logements sociaux dans les étages de l'immeuble ; satisfaisant ainsi les prescriptions de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois en matière du Plan Local de l'Habitat.

D'autre part, l'aménagement du rez-de-chaussée et la réhabilitation des locaux commerciaux permettront à la Commune d'encourager et de maintenir les Commerces de Proximité.

Le prix de 110 000 euros correspond à l'évaluation faite par France Domaine en date du 14 septembre 2011.

Considérant ces éléments, le Conseil Municipal après délibération et à l'unanimité, décide d'exercer son droit de préemption et d'acquérir l'immeuble concerné au prix de 110 000 euros.

Le Conseil Municipal donne mandat à Monsieur le Maire d'effectuer toutes les formalités et démarches exigées par cette opération.

02-04-2011 Aide aux façades OPAH

Monsieur le Maire expose le problème suivant :

La délibération votée le 11/10/2010 concernant la subvention façade dans le cadre de l'OPAH présente des difficultés d'application. En conséquence, il convient de préciser les points suivants :

Périmètre :

Est celui défini par l'Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat dans le centre bourg ;

Conditions :

Les 5 premières demandes présentées par exercice budgétaire annuel seront acceptées ;

Les subventions ne peuvent être accordées qu'une fois par habitation ;

Façades concernées :

Façades bordant les voies publiques et visibles depuis les voies publiques.

Les immeubles devront avoir + de 15 ans ;

Les travaux subventionnables :

Travaux pris en compte : crépis, peinture des maçonneries ainsi que les travaux de peinture des boiseries (fenêtres, volets, avant toit...)

Permettant d'aboutir à une rénovation globale de façade. Les travaux sur façades commerciales seront pris en compte si le ravalement se fait sur l'ensemble de la façade et devront correspondre au nuancier prescrit par les bâtiments de France.

Subvention :

Taux de 20 % du coût des travaux hors Taxes avec un plafond de 2 000 euros par immeuble

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal, approuve ces précisions.

03-04-2011 Création d'un poste de rédacteur territorial

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que Madame DURAND actuellement adjoint administratif principal 1^{ère} classe sur le poste de comptable remplit les conditions de nomination dans le cadre d'emplois des Rédacteurs (inscription sur la liste d'aptitude du Centre de Gestion du Tarn établie après avis de la Commission Administrative Paritaire en date du 16/06/2011). Il propose de créer un poste de rédacteur territorial pour pouvoir la nommer dans ce grade.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret N°91-298 du 20 mars 1991 modifié relatif aux emplois permanents à temps non complet, Section I,

Après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité :

- de créer un poste permanent à temps non complet de rédacteur territorial
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 12 heures,
- il sera chargé des fonctions de comptable
- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emploi concerné,
- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et articles prévus à cet effet,
- la présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2011.

04-04-2011 Attribution de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures

Régime indemnitaire

- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- **VU** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

- **VU** le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du même jour relatifs à l'indemnité d'exercice de missions des préfectures ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'instituer l'indemnité suivante au profit des agents de la commune

Attribution de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures au profit du personnel titulaire et stagiaire relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux:

GRADES	MONTANT DE REFERENCE ANNUEL AU 01/09/2011	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COEFFICIENT DE MODULATION MAXIMUM	ENVELOPPE GLOBALE
Rédacteur	1250,08 €	1	2	2500,16 €

PRECISE :

- Les indemnités versées aux agents à temps non complet ainsi qu'aux agents à temps partiel seront calculées au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.
- Ces indemnités seront versées mensuellement
- Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de références seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.
- Le maire est chargé de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent.
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} septembre 2011.
- Les dépenses correspondantes seront prélevées à l'article 6411 du budget de l'exercice concerné.

05-04-2011 Concordia :

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité autorise Monsieur le maire à signer la convention partenariale « chantier international 2011 » avec l'association CONCORDIA. Le chantier s'est déroulé du 15 juillet au 31 juillet 2011. De plus le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité décide de verser une subvention de 2 020 € à l'association CONCORDIA et autorise Monsieur le Maire à signer la Convention correspondante.

06-04-2011 Modification budgétaire – réseau informatique

Pour le paiement du renouvellement de la licence de JVS Horizon, il est nécessaire de procéder à différentes écritures d'ordre budgétaire. Le conseil municipal décide, après délibération et à l'unanimité de faire les modifications suivantes

Article 205 – 244 « réseau informatique maire » : + 1 000
Article 2315 – 241 « agrandissement cimetière » : - 1 000

Questions diverses

Voirie - Etat des Travaux

- 1) Point à temps travaux urgents à effectuer d'ici à la fin de l'année
– chemin du Verdier – départ du chemin de Fonfrège – chemin

Saint Marty – La Tronque – la Janade – Pont de Martianne. Relevé confié aux agents de la C2a

2) Numérotation des rues en cours de réalisation

3) Travaux en cours : Fontaine de Buffaute + garage du Curé ; par convention avec l'association d'Insertion VERSO.

Ecole de Musique

Monsieur le Maire expose un problème déjà évoqué : le financement de cours pour adultes au Conservatoire de musique d'Albi et le coût pour la Municipalité.

Le Conseil Municipal après délibération et à l'unanimité décide que la Commune ne peut financer les cours pour adulte au Conservatoire de musique d'Albi.

Travaux au cimetière

Madame Saunal, conseillère municipale, expose au Conseil Municipal la nécessité de numérotés les cases du columbarium. De plus, les plaques épitaphes posées sur celles-ci doivent être normalisées :

Plaques noires

Taille 28scm x 7 cm

Enfin, envisager l'aménagement du jardin du souvenir pour disperser des cendres.

Le Conseil Municipal après délibération et à l'unanimité approuve la normalisation des plaques de columbarium et l'aménagement du jardin des souvenirs.